



Soutien à quoi, soutien de qui ?

(2009)

fps

Françoise Claude
Secrétariat général des FPS
02/515.04.01
francoise.claude@mutsoc.be

Cet article a entre autres été publié
dans le n°66 de la revue « Éduquer »,
éditée par la Ligue de l'Enseignement
et de l'Éducation permanente

Un fait divers qui secoue le pays, quelques comportements violents de jeunes mal ou pas encadrés, et tout de suite les réactions fusent : les jeunes sont mal éduqués, les parents démissionnent, ils ne savent plus tenir la bride à leurs enfants... Bref, les coupables semblent tout trouvés : les parents ! On parlera de crise de l'autorité, de l'héritage néfaste de mai '68, les plus pédants remettront en cause les théories de Françoise Dolto (qui n'a pourtant jamais dit qu'il fallait laisser tout faire aux enfants, bien au contraire). Enfin on lâchera le grand mot, la solution à tous les problèmes : le soutien à la parentalité ! avec quelques sous, avec quelques emplois précaires d'intervenants sociaux, avec quelques « projets-pilotes », on va financer des groupes d'échange, des lignes téléphoniques ou des consultations censées délivrer la bonne parole aux parents débordés... Tout cela serait bel et bon si l'on s'assurait d'abord et avant tout que tous les parents sont dans les meilleures conditions éduquer leurs enfants : logement adapté, revenus suffisants, insertion sociale et emploi, milieux d'accueil disponibles et accessibles, école de qualité ...

Faut-il regretter un passé dépassé ?

En dehors de ces aspects socio-économiques, qui sont la base indispensable à toute éducation dans une société aussi complexe que la nôtre, il reste vrai que le rôle de parent est sans doute plus difficile que jamais. Aujourd'hui, élever un enfant, c'est s'interroger, se remettre en question, douter... Les avancées des sciences sociales et psychologiques ont en outre clairement démontré une corrélation statistique entre le contexte socio-familial dans lequel on a été élevé et l'avenir auquel cette éducation nous prépare plus ou moins bien. Autrefois, quand un enfant « tournait mal », les parents étaient plaints. Aujourd'hui ils sont désignés comme coupables. Ce qui fait peser sur leurs épaules une responsabilité morale et sociale bien supérieure à ce qu'elle a jamais été, et sans doute très surévaluée.

Autrefois on avait aussi plus de certitudes. Les valeurs étaient plus clairement établies, la frontière entre le bien et le mal plus rigide. Des autorités peu contestées servaient de référence en toute occasion : LE curé, LE patron, LE docteur, LE ministre, l'instituteur... et bien sûr LE PÈRE, référence ultime, croque-mitaine à qui la mère, assurant pourtant le quotidien de l'éducation, était censée faire appel quand il ne lui restait que la peur pour soumettre les enfants.

Voilà du moins la situation un peu mythique telle qu'on se la représente quand on pense à l'éducation d'autrefois, à la famille du « bon vieux temps »... Même si la réalité n'a jamais été aussi caricaturale, était-il vraiment si bon que ça, le vieux temps ? Ça dépend pour quoi, ça dépend pour qui ! Car ce que les « autorités » ont perdu en prestige et en pouvoir, nous l'avons tous et toutes gagné en démocratie, en égalité et en dialogue. Nous l'avons aussi gagné du côté des « droits des enfants », idée relativement neuve mais aujourd'hui largement reconnue. Les enfants sont devenus des citoyens, ou du moins des citoyens en devenir. Et, tous les dictateurs vous le diront, des citoyens au fait de leurs droits c'est plus difficile à gouverner que des sujets incultes.

Depuis quelques décennies, les enfants sont en effet considérés, en tout cas au plan symbolique, comme nos égaux. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas d'autres besoins que les adultes, et qu'ils ne doivent pas être traités différemment. Ce qui ne veut certainement pas dire non plus qu'ils ne doivent pas être sous l'autorité, et sous la responsabilité des adultes. Au contraire : respecter les enfants (et les ados), tenir compte de leurs besoins et essayer d'y répondre, c'est justement leur mettre des limites, leur apprendre à respecter les règles de la vie en commun, et leur faire sentir qu'on a sur eux l'autorité – sans maltraitance pourtant.

L'accumulation de tous ces éléments rendent donc le rôle de parents difficile à assumer. Si l'on ajoute à cela les problèmes économiques qui se multiplient et le lien social qui faiblit, les actions de soutien à la parentalité ont certainement leur raison d'être. Que ce soit comme mouvement d'Education permanente ou comme fédération de Centres de planning familial, les FPS en mettent d'ailleurs plusieurs sur pied. Nous avons récemment édité une petite brochure sur ce thème¹.

Mais pour nous, la parentalité, ce n'est pas seulement l'autorité, même si à force d'entendre regretter sa prétendue disparition, on finirait par le croire... Le fait que les mesures de « soutien à la parentalité » soient souvent annoncées par les décideurs à la suite d'un fait divers impliquant des jeunes n'est pas pour rien dans cet amalgame entre parentalité et autorité.

Les FPS sont un mouvement féministe de gauche. C'est donc aussi de ce point de vue que nous essayons d'être attentives à quelques effets pervers que pourrait porter ce « nouveau » secteur de l'action sociale, qui n'est d'ailleurs nouveau que dans sa désignation². Voici quelques-unes de nos réflexions :

Des conditions de vie décentes pour toutes les familles

On l'a déjà dit, ce dont l'immense majorité des parents a le plus besoin pour élever dignement leurs enfants, c'est de politiques collectives : logement adapté et accessible, milieux d'accueil en suffisance, école équitable et non ségréguée, politiques d'emploi et de congés permettant à la fois l'insertion sociale et la conciliation avec la famille, incitations soutenues en direction des pères pour une plus grande implication (congés de paternité, avances et recouvrement des pensions alimentaires impayées, individualisation des droits sociaux...). Ces politiques collectives ont l'avantage non seulement de répondre à des besoins qui sont les mêmes pour tous, mais aussi d'avoir d'incontestables effets préventifs globaux et de ne pas stigmatiser des parents « en échec », puisqu'ils s'adressent à tout le monde.

¹ Intitulée « Un parent averti en vaut deux », cette brochure est disponible sur simple demande au 02/515.04.01.

² Les milieux d'accueil, les consultations ONE, l'Aide à la jeunesse, les centres de planning familial etc existent depuis bien longtemps et font au quotidien du « soutien à la parentalité »

Une fois ces conditions et ces services assurés, il restera évidemment des besoins spécifiques qui doivent eux aussi trouver une réponse sociale, et cette fois de manière individualisée : enfants malades ou handicapés, décrochage scolaire, difficultés relationnelles, fugues etc.

Parent = mère ?

Autre question que l'on peut se poser : dans ces lieux d'échange de toute sorte, ces groupes de parole, ces consultations et même ces « stages parentaux », y a-t-il beaucoup de pères ? On sait bien que (même si quelques légers frémissements peuvent laisser espérer un changement), l'éducation des enfants est en charge presque exclusive des femmes. En plus de toutes leurs autres contraintes de temps et de responsabilités, ne risque-t-on pas de les surcharger encore en leur proposant, « pour le bien de leur enfant », d'accepter telle ou telle obligation, officiellement destinée aux deux parents mais en fait assumée par la mère seule ?

Parent en difficulté = pauvre ?

La difficulté d'élever des enfants étant largement aggravée par les difficultés sociales, ne risque-t-on pas de (re)tomber dans une stigmatisation des familles les plus défavorisées, qui se verraient contraintes, plus que les classes moyennes ou aisées, de se prêter à des interventions extérieures de services sociaux certes bien intentionnés mais forcément toujours un peu intrusifs et contrôlants ?

Parent (mère) en difficulté = coupable ?

Notre culture associe très intimement maternité et culpabilité. Les mères n'en font jamais assez ; elles prennent trop de poids, fument, boivent et se nourrissent mal pendant la grossesse ; elles n'allaitent jamais assez longtemps ; elles ne cuisinent jamais assez de légumes frais pour leurs petits ; elles ne sont jamais assez disponibles pour jouer avec eux – mais quand en auraient-elles le temps ? – elles ne sont jamais assez assidues aux réunions de parents, elles ne supervisent jamais assez les devoirs, elles ne sont jamais assez à l'écoute des petits et grands problèmes de leurs enfants et de leurs ados. Et en plus elles ne montrent pas assez d'autorité et de fermeté. Quoi, les pères eux non plus non plus ne font pas tout cela ? Non, en effet. Mais allez savoir pourquoi, eux s'en sentent beaucoup moins investis par la société...

Pour quels objectifs ?

Quelle cible vise-t-on avec « le soutien à la parentalité » ? Le fait qu'on n'en parle jamais tant qu'après un fait divers impliquant des jeunes laisse craindre que le but premier soit de rassurer la population dans un esprit « sécuritaire », et de désigner des coupables faciles : les parents démissionnaires. Dans ce cas, ce n'est pas eux qu'on soutient avec ce « soutien »... ne risque-t-on pas au contraire de les accabler ? Que soutient-on alors ? Notre bonne conscience ? Notre tolérance, notre sentiment d'impuissance devant les lacunes sociales, scolaires, économiques, culturelles qui se multiplient ?

On l'aura compris, pour nous le soutien à la parentalité ne peut pas se concevoir si les premiers bénéficiaires n'en sont pas les parents eux-mêmes, dans le respect absolu de leur autonomie, de leurs compétences et de la très grande bonne volonté de la plupart d'entre eux. Si par ricochet les enfants et la société en bénéficient aussi, tant mieux.